

**M. Scott (Danforth):** Quelqu'un met le LSD en cause. Je ne voudrais pas faire une telle allégation mais le député pourra prendre la parole et donner des éclaircissements sur ce point de vue particulier. Mais, monsieur l'Orateur, les députés, les uns après les autres, les candidats libéraux, les uns après les autres ont parcouru le pays pour le compte de leur parti, en promettant aux gens qu'ils auraient le programme d'assurance frais médicaux pour le 1<sup>er</sup> juillet 1967. Jamais engagement ne fut pris plus solennellement jamais ne fut-il énoncé plus concrètement, et jamais ne fut-il plus rapidement jeté par-dessus bord après les élections.

Le député de Cartier (M. Klein) dit que certains d'entre nous de ce côté-ci de la Chambre se réjouiraient si le programme d'assurance frais médicaux n'était pas mis en vigueur. C'est sans doute la déclaration la plus fausse que j'aie entendu depuis longtemps. Les membres de notre parti ont exhorté le gouvernement, avant l'ajournement de juillet, à poursuivre la session sans arrêt afin que nous adoptions le projet de loi sur le programme d'assurance frais médicaux. Mais il n'a pas voulu nous écouter. Il a décidé d'ajourner les Chambres et d'étudier la mesure à l'automne. Entre-temps, le ministre des Finances (M. Sharp) s'est évidemment mêlé de l'affaire et de grands changements se sont produits. Tout de suite après la déclaration du ministre, il y a eu réaction.

Les députés libéraux eux-mêmes ont vociféré leur désapprobation et partout on pouvait les entendre dire: «Ne vous en faites pas, nous n'allons pas accepter cela.» Nous, les jeunes libéraux, nous, les gens de la réforme, nous, les militants, inébranlables piliers du parti, nous irons à Ottawa, tenir tête à M. Sharp et à ce groupe de gens de droite qui veulent couler le programme d'assurance frais médicaux.

Voilà ce qu'on m'a dit à Toronto. Puis nous avons eu le célèbre spectacle de Peterborough où se trouvaient tous les vrais réformateurs, ces gens qui devaient changer l'aspect du Canada, ces gens de gauche qui rabroueraient M. Sharp et quiconque voulait couler le programme d'assurance frais médicaux. A les entendre, ils devaient venir à Ottawa au grand congrès libéral pour provoquer une volte-face.

Ma foi, monsieur l'Orateur, la vaillante brigade a chargé. Elle a déferlé sur Ottawa au grand congrès libéral. Et qu'est-il arrivé? Ils se sont aplatis comme des chiens morts, ils ont fait le beau et, la langue pendante, ils ont permis au ministre des Finances de leur faire avaler sa décision. Et quand tout a été fini, ils sont sortis en disant qu'ils avaient obtenu ce qu'ils voulaient. Ce n'est pas «obtenu», c'est «écopé» qu'il aurait fallu dire.

Assistait également à cette réunion un autre grand réformateur libéral, Andrew Thompson, et son histoire est encore plus tragique.

**M. Fairweather:** Qui est-il?

**M. Scott (Danforth):** L'a-t-on déjà oublié? Il a répété partout en Ontario qu'il s'agissait d'un engagement du parti libéral et que les libéraux tiennent leurs promesses. Il a déclaré: «Je monterai à l'attaque à la tête de la brigade légère. J'irai à Ottawa afin de m'assurer que le parti libéral reviendra sur sa décision.» Nous savons tous ce qui est arrivé, monsieur l'Orateur. Quand les votes ont été comptés, il perdait beaucoup de sang d'une blessure au dos et il est retourné en Ontario comme un chien battu.

J'essaie de dire, peut-être gauchement, que c'est la pierre de touche pour tous les jeunes réformateurs libéraux, qui bavardent interminablement derrière les rideaux et qui ne cessent de nous dire depuis des mois, dans les couloirs de la Chambre: «Nous sommes les réformateurs, les intellectuels de gauche de la Chambre. Vous n'êtes qu'une bande de bien-pensants. Nous n'accepterons pas tous ces décisions du gouvernement. Nous prendrons la parole au caucus pour les rabrouer et renverser la vapeur au besoin».

Mais que se passe-t-il lors de la réunion? Personne n'intervient. Ni le député d'Hamilton-Est (M. Munro) ni mon représentant le député d'York-Scarborough (M. Stanbury)—en fait je suis un de ses commettants parce que j'habite sa circonscription—n'ont pris la parole. Je dis à mon député qu'il a manqué à sa promesse et s'il persiste je ne pourrai peut-être pas voter pour lui la prochaine fois. Nous voulons entendre tous ces libéraux à l'esprit réformateur dont les réformes ne vont pas au-delà de l'antichambre.

Voilà votre pierre de touche. Vous prenez toujours la parole à l'extérieur de la Chambre. Intervenez donc ici et répétez ce que vous murmurez dans les couloirs. Ils nous disent maintenant: «Que l'opposition ne s'inquiète pas, car nous nous sommes engagés à mettre le programme d'assurance frais médicaux en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1968, et nous ne reviendrons pas sur notre parole. C'est un engagement bien net. Nous ne reculerons pas. L'autre engagement qui était aussi définitif qu'on pouvait l'espérer a été jeté par-dessus bord parce qu'il ne plaisait pas au ministre des Finances, mais la date limite est maintenant fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1968 et vous n'avez pas à vous inquiéter parce que vous l'aurez».

A mon avis, la promesse du 1<sup>er</sup> juillet 1968 n'a aucune valeur. Quant à moi, aucune promesse du gouvernement n'aura de valeur tant qu'elle ne sera pas devenue mesure